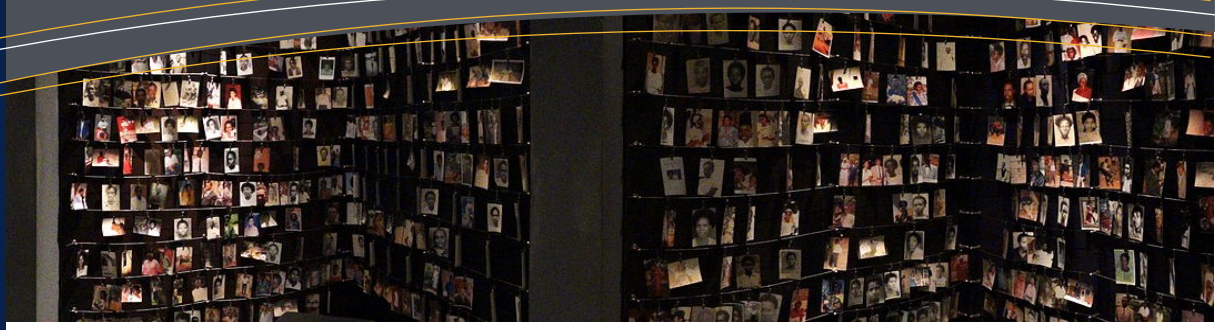
N°39

Décembre 2021 / Janvier 2022

Lettre d'information de l'Institut International de Recherche sur la Conflictualité

IiRC'INFO



IiRC'INFO est la lettre des nouveautés en ligne des sites et blogs de la Chaire d'excellence *Gestion du conflit et de l'après-conflit* et de l'*Institut international de recherche sur la conflictualité* (IiRCO)

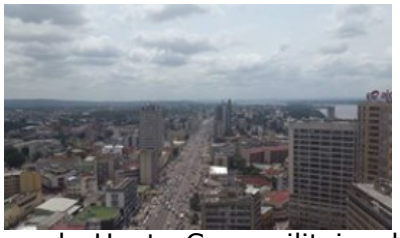
• Contact :

Pascal Plas
Fondation partenariale - Université de Limoges
Directeur de la Chaire d'excellence Gestion du conflit et de l'après-conflit
Endowed Chair in Conflict Management and Post-conflict Cultures
Directeur de l'Institut international de recherche sur la conflictualité

Faculté de droit et des sciences économiques de Limoges
5 rue Félix Éboué - BP 3127 - 87 031 Limoges Cedex

Tél : 05 55 14 92 34 - 06 45 82 72 99
Mail : pascal.plas@unilim.fr
Web : https://www.unilim.fr/iirco/
Blog : http://jupit.hypotheses.org
Facebook : https://www.facebook.com/iirco/
Twitter : IiRCO@IiRCO_JPIT

Focus

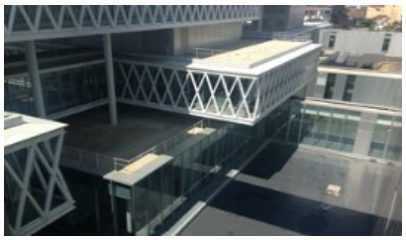


09 décembre 2021. Congo. Procès des massacres de Yumbi.

80 accusés sont présents à l'audience qui vient de reprendre le 26 novembre à Kinshasa après des mois de reports. Les auteurs présumés de massacres perpétrés dans quatre villages sur le territoire Yumbi, sont jugés par la Haute Cour militaire de Kinshasa. Ces massacres se sont déroulés lors d'affrontements entre des membres des ethnies Ntende et Nunu, et ont fait près de 900 morts en deux jours entre les 16 et 18 décembre 2018.

9 décembre 2021. Angleterre. La qualification de « génocide » pour les Ouïghours.

Après 6 mois d'enquête, un groupe d'avocats et d'experts des droits humains, réunis à Londres, a rendu un rapport de 63 pages concernant la politique chinoise d'enfermement des Ouïghours. De nombreuses preuves ont été examinées par les neufs membres du « *Tribunal Ouïghours* » que le gouvernement chinois considère comme une « *machine à mensonge* ». Ce rapport n'identifie pas de preuve de massacre des Ouïghours, toutefois, il qualifie « *des éléments d'un génocide intentionnel* » défini par la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de l'ONU.

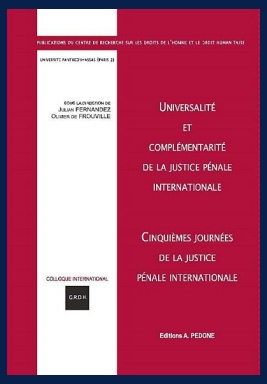


10 décembre 2021. France. Ouverture des archives sur la guerre d'Algérie.

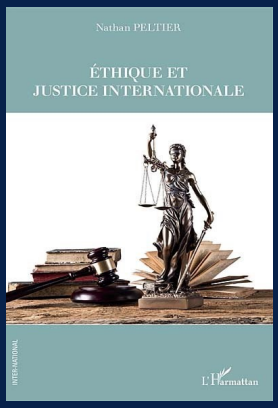
Le vendredi 10 décembre la ministre de la Culture, Roselyne Bachelot, a annoncé une plus grande ouverture des archives sur le conflit algérien. 60 ans après la fin de ce conflit ces archives seront accessibles « *15 ans à l'avance* » comme l'indique la ministre, puisque ce type d'archives est normalement déclassifié 75 ans après les faits. Cette facilitation d'accès marque une avancée nouvelle de la France dans sa politique mémorielle « *diplomatique* », puisqu'elle intervient après plusieurs revendications de consultation de ces archives de la part des historiens algériens. CLIQUEZ ICI POUR LE FIL INFO COMPLET DE 2021

Bonnes Fetes

A lire



Cet ouvrage reprend les actes des cinquièmes journées de la justice pénale internationale qui se sont tenues les 30 et 31 janvier 2020. Après le succès des précédentes éditions, le Centre Thucydide et le Centre de Recherche sur les droits de l'homme et le droit humanitaire (CRDH/Paris Human Rights Center) de l'Université Paris 2 Panthéon-Assas ont voulu à nouveau interroger les défis rencontrés et la capacité des institutions de la justice pénale internationale à les relever.



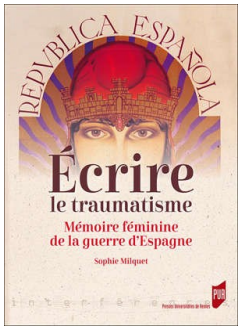
Analyse comparative entre différentes juridictions pour apprécier la perception des règles éthiques par leurs destinataires, ainsi que leur réception dans l'ordre juridictionnel international. Il n'est pas rare que les règles éthiques soient purement et simplement violées, soit frontalement, soit de manière plus insidieuse par des pratiques judiciaires qui restent profondément ancrées en droit international.

Publications

Sept ans après la première édition du *Guide pratique sur Les processus de transition, justice, vérité et réconciliation dans l'espace francophone*, l'Organisation internationale de la Francophonie propose une nouvelle édition de ce guide avec d'importants compléments d'informations sur les différentes expériences de mise en œuvre de la justice transitionnelle dans l'espace francophone. En effet, cette édition intègre les nouveaux processus mis en place depuis 2014 ainsi que ceux des Etats membres associés et observateurs. On dispose ainsi d'une excellente cartographie à jour des expériences conduites en matière de commissions vérité et réconciliation qui permet aussi une approche comparative de processus différents ainsi que d'échecs ou de réussites significatifs. Le *Guide* comprend une introduction montrant aussi bien la banalisation de ces processus de justice transitionnelle que la complexité inhérente à chaque espace qui les met en œuvre. Après avoir fixé un certain nombre de repères (objectif des processus, nature des institutions mobilisées, lien avec la justice pénale internationale, base juridique du mandat,...) le *Guide* propose un panorama des expériences très large puisqu'il prend en compte aussi bien les commissions existantes que les projets, les commissions vérité et les mécanismes juridictionnels internationaux ou internationalisés tout en rappelant des expérience de référence telle que celle de l'Afrique du Sud. En conclusion, un constat est dressé abordant la complémentarité des différentes institutions mobilisées : les commissions vérité, la justice nationale et la justice internationale ou les juridictions internationalisées. Des annexes proposent une bibliographie indicative et une chronologie.

A signaler quelques parutions récentes. Sophie Milquet vient de publier sa thèse en lettre et en histoire réalisé à l'Université libre de Bruxelles et l'université Renne II, travail qui s'intéresse aux formes des discours mémoriels et à la littérature de genre. Jacques Bedrossian édite le cahier dans lequel son père Melkon avait rédigé, en arménien, ses mémoires soit le récit de sa déportation lors du génocide des Arméniens et surtout de son passage dans l'orphelinat d'Aïntoura, «*usine à turciser les enfants arméniens*". Quatre doctorants en droit public, tous chargés de travaux à l'Université Paris Saclay ont réuni les communications prononcées lors de la onzième Journée d'étude des jeunes chercheurs de l'IEDP organisée à Seaux en 2017, consacrée au lien entre droit et mémoire soit la mémoire comme fonction du droit et le droit et la mémoire comme objets.

- Melkon Bedrossian, *60 ans après, l'émotion m'étrangle encore*, Paris (Hémisphères Editions), 2021, ISBN: 978-2377010950.
- Yoann Gonthier Le Guen, Antoine Jamet, Vadim Jeanne, Cheikh Kalidou Ndaw, *Droit et Mémoire*, Paris (Mare & Martin), 2021, ISBN : 978-2-84934-574-0.
- Milquet Sophie, *Écrire le traumatisme, Mémoire féminine de la guerre d'Espagne*, Paris (Pur), 2021, ISBN: 978-2-753-58177-7.



Archives

Archives de la Somme

Mise en ligne de dossiers sur la spoliation des juifs pendant la Seconde guerre mondiale. Grâce à un partenariat avec les Archives nationales qui concerne des dossiers provenant de la préfecture de la Somme sur la spoliation économique des juifs, plus de 34 000 images sont désormais accessibles en salle de lecture des Archives départementales. Ces archives du Commissariat général aux questions juives offrent un ensemble de documents qui intéressent en premier lieu les victimes de cette période et leurs descendants qui souhaitent justifier leurs droits lors de dépôts de dossier à la CIVS. Les notices descriptives sommaires sont consultables en ligne.

Ouverture archives, disparus Algérie

Le 12 avril 2020 a été publié au *Journal officiel de la République française* un arrêté portant ouverture d'archives relatives aux disparus de la guerre d'Algérie.

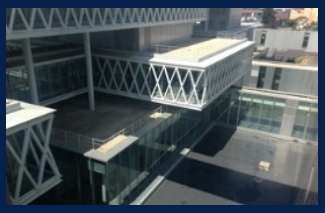
Faisant suite à l'arrêté de dérogation générale du 9 septembre 2019 portant sur les archives relatives à la disparition de Maurice Audin, il permet l'ouverture à la communication d'un deuxième ensemble, plus large, de sources relatives aux disparus de la guerre d'Algérie. Cet arrêté porte en effet sur des dossiers produits par la Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels, conservés aux Archives nationales, qui n'étaient pas encore librement communicables au regard du code du patrimoine.

Établie par décret du 7 mai 1957 auprès de la présidence du Conseil, la Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels, qui fonctionna jusqu'au 1er février 1963, avait pour mission de faire la lumière sur les tortures, les disparitions et les exactions diverses reprochées à la France lors du conflit. Ces archives constituent donc une source essentielle pour documenter, dans la mesure où les archives officielles le permettent, les disparitions survenues durant la guerre d'Algérie. Environ 11 % des quelques 2 300 dossiers individuels qu'elle constitua concernent des disparus. La majorité d'entre eux était déjà librement communicable; d'autres le sont désormais par ce nouvel arrêté de dérogation générale. Tous les documents couverts par le secret de la défense nationale qui se trouvaient dans les dossiers ouverts par dérogation générale ont préalablement fait l'objet d'une déclassification.

Archives départementales des Pyrénéens orientales. Ouverture à la consultation, d'une base de donnée constituée à partir de fichiers et de listes nominatives de réfugiés espagnols fuyant la guerre et le franquisme. Ce type de base se retrouve aussi aux Archives départementales de l'Aude qui ont mis en ligne des listes nominatives et des fiches individuelles de réfugiés espagnols. Désormais, les Archives nationales mettent aussi à disposition des outils de recherches sur les réfugiés de la guerre d'Espagne dont un guide thématique d'aide à la recherche sur les réfugiés espagnols en France. On trouve aussi de nombreuses publications méthodologiques en particulier des guides de sources dans plusieurs services d'archives: l'Ariège, la Gironde, la Lozère, le Tarn et la Vienne.

Archives

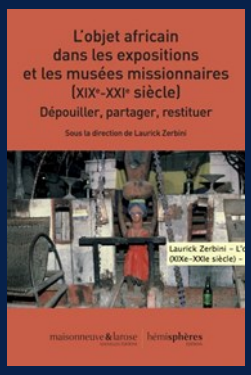
Les journées des archivistes, des opérateurs et grands corps de l'Etat 2021 se sont déroulées les 11 et 12 octobre en présentiel aux Archives nationales sur le site de Pierrefitte-sur-Seine (avec une retransmission en direct sur Internet). Ces journées offrent l'occasion de rassembler des archivistes travaillant au sein d'opérateurs de l'Etat, d'établissements publics et des grands corps, de faire le point sur les actualités du réseau des opérateurs ainsi que des missions et services d'archives ministériels. Elles ont réuni environ 300 personnes sur site ou à distance. On trouvera la retransmission des communications à l'adresse suivante: ICI.
A suivre en particulier les interventions se rapportant à l'accès aux archives classifiées, débat qui a occupé une grande partie de l'été et dont on trouvera une bonne synthèse sur le site de l'Association des archivistes français.



10 décembre 2021. France. Ouverture des archives sur la guerre d'Algérie.

Le vendredi 10 décembre la ministre de la Culture, Roselyne Bachelot, a annoncé une plus grande ouverture des archives sur le conflit algérien. 60 ans après la fin de ce conflit, ces archives seront accessibles « 15 ans à l'avance » comme l'indique la ministre, puisque ce type d'archives est normalement déclassifié 75 ans après les faits. Cette facilitation d'accès marque une avancée nouvelle de la France dans sa politique mémorielle « diplomatique », puisqu'elle intervient après plusieurs revendications de consultation de ces archives de la part des historiens algériens.

Vient de paraitre:

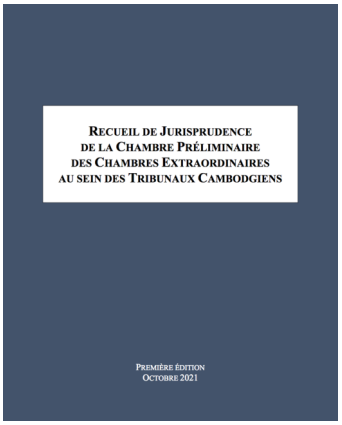


Cultes africains, "fétiches", "idoles" et autres objets sont aux antipodes des repères culturels et religieux des missionnaires. Mais à la fin du XIXe siècle, la nécessité d'une connaissance plus approfondie des populations et des cultures matérielles se fait sentir, sous peine d'échec de l'évangélisation outre-mer. Que révèlent les expositions et les musées missionnaires de leur rapport aux objets africains ? S'intéresser à la construction des savoirs qui ont prévalu lors de ces manifestations et dans ces lieux institutionnels revient à souligner l'entrecroisement entre fait missionnaire et anthropologie. L'occasion de questionner l'objet africain comme enjeu scientifique du fait missionnaire – processus de monstration, changements d'usage de l'objet par les pratiques, les discours et les mises en scènes... et d'analyser, sur le long terme, l'appropriation et le statut des œuvres africaines – jusqu'aux enjeux contemporains des "trésors coloniaux" conservés dans les musées.

A voir

L'exposition, ***Josep Bartoli, les couleurs de l'exil.*** Mémorial du camp de Rivesaltes, avenue Christian – Bourquin, Salses– le–Château (Pyrénées– Orientales). Jusqu'au 19 septembre 2022.

Activités de l'IiRCO /partenaires



Oliver Beauvallet, qui a été co-juge d'instruction international suppléant auprès des Chambres Extraordinaires auprès des Tribunaux Cambodgien et qui connaît bien ces juridictions ainsi que, d'une manière générale, tous les rouages de la justice pénale internationale – actuellement juge international à la chambre d'appel de la Cour pénale spéciale de la République centrafricaine - nous signale la parution d'un Recueil de jurisprudence tout à fait remarquable, celle de la chambre préliminaire des Chambres Extraordinaires au sein des Tribunaux Cambodgiens, réalisé par «*une équipe de juristes, sous la direction des juges de la Chambre Préliminaire, avec l'aide de juristes stagiaires*».

Elle a rendu son ultime décision le 29 septembre 2021, et cette première édition de son recueil de jurisprudence est publiée aujourd'hui en français et en anglais. Document à télécharger ICI.

« En 14 ans d'activité, en rendant plus de 260 décisions, la Chambre préliminaire a couvert tous les stades de l'investigation criminelle, depuis le déclenchement de l'enquête préliminaire jusque-là clôture de l'instruction. Elle s'est penchée sur tous les domaines de la procédure pénale, passant des désignations et des récusations au contentieux de la détention provisoire, de l'examen de la recevabilité ou de la validité des preuves à la théorie de l'entreprise criminelle commune, etc. Les propres règles de compétence et de fonctionnement de la Chambre préliminaire ont suscité l'analyse de la juridiction, en tant que juge de dernier ressort au stade de l'instruction ».[Communiqué de presse]

Réseaux de recherches

- L'IiRCO a participé à la délégation de l'Université de Limoges conduite par sa présidente, Isabelle Klock-Fontanille, qui s'est rendue en Hesse du 23 au 25 novembre pour jeter les bases d'une Alliance dans le cadre de l'initiative d'universités européennes. Plus d'une soixantaine de représentants des deux universités et de leurs partenaires allemands, chypriotes, irlandais, italiens, espagnols, polonais, portugais et serbes ont ainsi pu dessiner les contours et quelques-unes des priorités de ce qui pourrait définir la future Alliance EU-Peace&Justice autour des valeurs fondatrices européennes de paix, justice et responsabilité sociale. Pour en savoir plus cliquez ICI.
- L'IiRCO participe à la préparation de la grande exposition sur les procès des criminels de masse et leur filmage qui se tiendra à Kigali à partir de la fin du mois de janvier 2022.

A suivre

- Conférences débats : Le Liban : une histoire, des mémoires par Wissam Saadé, enseignant chercheur à l'université des sciences politiques de l'Université Saint Joseph de Beyrouth, Ziad Majed, politiste, professeur à l'université américaine de Paris, Farouk Mardam-Bey, historien, éditeur franco-syrien. Manifestation organisée par Am2Li (Association Amitié Limousins Libanais) à l'Espace Simone Veil, Musée de la Résistance, 2 rue de la providence, Limoges, samedi 18 décembre 2021à 15h30. Entrée libre, pass sanitaire obligatoire.
- Conférence de clôture du cycle *La Justice entre Mémoire et oubli* à la Grand Chambre de la Cour de Cassation le 3 février 2022: *A quoi servent les lois mémorielles?* Par Marc– Oliver Baruch, directeur d'études à l'EHESS.
- Journée d'étude à l'Université de Toulouse Capitole1– CTHDIP: *Le métissage des droits en Afrique subsaharienne francophone. Regards croisés (II)*. *"Guy Adjété Kouassigan (1934-1981). Une œuvre pionnière, un destin d'exception. Ou comment servir l'homme, l'Afrique et le droit".*

Conception et réalisation :
Pascal Plas,
Pascal Texier,
Caterina Zomer